

N° 4 038 - Lundi 9 novembre 1992

FRANCE

Réfugiés

## Désorientés, comme des Bosniaques en France...

Neuf cent quarante réfugiés bosniaques, femmes, enfants et personnes âgées, se sont éveillés hier dans une immense salle près de Lyon après leur première nuit en France où ils vivront durant six mois au moins avec des familles qui avouent parfois redouter cette cohabitation.

**C**ES réfugiés, regroupés tout d'abord à Lyon, ont été acheminés hier matin vers les lieux d'accueil répartis dans toute la France. Malgré les difficultés auxquelles elle s'attend, Dorothee Lehmann et son mari Didier débordent pourtant d'optimisme: « Nous avons adopté quatre enfants. Ça ne nous empêchera pas d'accueillir une jeune mère avec ses deux enfants de 1 et 5 ans. La vie en communauté ne sera peut-être pas toujours facile, mais nous avons de la place dans notre maison. » Les Lehmann vivent à Balan, dans l'Ain, à quelques kilomètres de Vaulx-en-Velin, près de Lyon, où le couple travaille.

Institutrice en maternelle, elle pense régler au mieux les problèmes de scolarité de ses protégés bosniaques, mais aussi de langage grâce aux enfants et à leurs jeux. Didier, directeur d'un centre social, est ravi, malgré les critiques que certaines organisations ont adressé à Equilibre, une association lyonnaise qui en deux mois a réussi à monter cette opération « Mille Enfants à l'abri ». « La critique est facile pour ceux qui ne font rien », dit Didier.

Les critiques de l'opération s'élevaient contre le déracinement des réfugiés dans une action forcément limitée et très médiatisée, qui occulte les efforts consentis sur place par les habitants de l'ex-Yougoslavie eux-mêmes.

### Oublier la guerre et les camps

Tous les hôtes français ont conscience de recevoir des gens déracinés, coupés de leur famille et de leur terre natale. « Mais ils l'étaient déjà dans leur propre pays », dit un habitant d'Entre-Deux-Guiers, un village de l'Isère de 1 500 habitants. Dix-sept réfugiés — 5 femmes et 12 enfants — y vivront dorénavant à l'initiative de la mairie, appuyée par la population.

Des habitants de Chamalières (Puy-de-Dôme), fief de Valéry Giscard d'Estaing, ont également répondu « présent » à l'appel d'Equilibre en recevant 14 réfugiés. D'autres Bosniaques sont partis pour Marseille, Toulouse, Paris, Nantes, Metz ou Reims.

Ils devront y oublier les conditions dans lesquelles ils ont vécu durant des mois dans les camps de Zenica, Travnik ou Mostar, dont se souviendra toujours un jeune bénévole de Lourdes qui témoigne de la « discipline très stricte régnant dans ces camps où tout le monde tente de survivre ».

Dans les autocars affrétés par Equilibre, qui ont quitté l'ex-Yougoslavie mercredi, des amitiés s'étaient nouées entre réfugiés et accompagnateurs, médecins ou infirmières. Hier, c'était à nouveau le temps de la séparation pour les réfugiés bosniaques, étonnés mais aussi désorientés par l'accueil chaleureux qui leur a été réservé. « On pensait que le monde entier nous avait oubliés », dit l'une d'entre elles, infirmière et bien décidée à resserrer encore les liens entre réfugiés, dont 335 sont accueillis dans la seule région Rhône-Alpes.



Dans le dortoir d'Euroexpo, à Lyon, avant l'accueil des familles françaises.

Un entretien avec Philippe Douste-Blazy de retour de Yougoslavie

## « L'Europe est scandaleusement muette »

Philippe Douste-Blazy, député européen, maire de Lourdes, en est à son quatrième voyage dans l'ex-Yougoslavie. « Je veux me rendre compte par moi-même, explique-t-il, de ce que l'on fait des fonds que nous votons au Parlement européen. » L'occasion également de dénoncer l'immobilisme politique et de s'incliner devant le travail accompli là-bas par les organisations humanitaires...

**LE QUOTIDIEN.** - *L'humanitaire et la politique font-ils bon ménage ?*

**Philippe DOUSTE-BLAZY.** - L'humanitaire est profondément un engagement politique. Il faut bien se rendre compte que l'irruption brutale du terme « droit d'ingérence » dans le vocabulaire de la diplomatie ne représente pas grand-chose aujourd'hui. Il y a là un terrible constat d'échec. Je reviens de Yougoslavie. J'ai pu voir que les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre n'ont entraîné aucune réaction des gouvernements occidentaux.

**Q.** - *Bien avant la notion de « droit d'ingérence », on parlait de « devoir d'ingérence ».*

**P. D.-B.** - C'est vrai. Voilà vingt ans que les organisations humanitaires prouvent sur le terrain que le devoir d'ingérence n'est pas un vain mot. Je tiens d'ailleurs à tirer un grand coup de chapeau aux organisations non gouvernementales françaises qui abattent un boulot formidable. Mais ne prend-on pas des risques en voulant remplacer le devoir d'ingérence humanitaire, qui existe de fait, par le terme de droit d'ingérence puisqu'on constate aujourd'hui que ce terme n'est qu'humanitaire, non pas politique ?

**Q.** - *Où l'action politique doit-elle s'inscrire par rapport à l'action humanitaire ?*

**P. D.-B.** - Ce qui est important pour le politique, c'est la prévention humanitaire. Mais attention, s'il y a une action humanitaire, c'est qu'il y a un échec du politique. Le devoir des hommes politiques est d'apporter des solutions durables. L'humanitaire en tant que tel ne résoud rien. Elle permet d'apporter des solutions ponctuelles jusqu'à ce que les hommes politiques fournissent des réponses valables et capables de tenir la distance.

**Q.** - *Doit-on en conclure que l'action politique exclut l'action humanitaire ?*

**P. D.-B.** - Certainement pas. L'humanitaire ne peut que tenter de faire durer des solutions d'urgence. Le politique doit faire de l'humanitaire également bien sûr. Mais il ne doit surtout pas faire que cela.

**Q.** - *On a parfois l'impression que l'aide humanitaire apportée par les ONG sert d'alibi à l'immobilisme du gouvernement ?*

**P. D.-B.** - L'humanitaire ne doit en effet en aucun cas faire office de politique étrangère... Le professionnalisme des ONG ne doit pas faire oublier leurs responsabilités aux hommes politiques. Cela veut dire qu'aujourd'hui, lorsque le président de la République décide d'aller dans Sarajevo en flammes, j'attends de lui, dans la continuité de cette action, un geste politique. En terme de politique européenne et surtout de diplomatie et de défense. Je ne peux pas, parce que les populations concernées sont trop exposées, me contenter d'un geste humanitaire de sa part.

**Q.** - *L'Europe ne porte-t-elle pas elle aussi une part de responsabilité ?*

**P. D.-B.** - Certainement. Les gouvernements européens doivent, selon

moi, comprendre le plus rapidement possible que le sort de l'Europe se joue aujourd'hui en Yougoslavie. Comme il s'est joué au début de ce siècle dans la même région.

**Q.** - *Apparemment, l'argument n'a pas encore réellement fait mouche...*

**P. D.-B.** - L'Europe est effectivement scandaleusement muette. J'ai parfois honte d'être Européen quand je vois l'inertie de nos institutions. Le Parlement européen ne peut pas dire qu'il ne savait pas. J'ai d'ailleurs lancé devant le Parlement européen une pétition contre les crimes de guerre en Bosnie. Ne serait-ce que pour qu'il y ait une prise de conscience. Ne nous laissons pas enfermer dans l'horrible logique de la guerre de religion ou raciale. Ce n'est pas un alibi... L'intolérable est atteint depuis longtemps.

**Q.** - *Quelles solutions proposez-vous ?*

**P. D.-B.** - Sur le plan humanitaire, il me paraît plus qu'urgent d'organiser un pont routier vingt-quatre heures sur vingt-quatre vers les régions qui ne savent plus ni comment ni où accueillir les réfugiés. Il faut sauver les personnes, en particulier les femmes et les enfants qui sont en véritable danger de mort. Sur le plan politique, je l'ai déjà dit, je ne peux accepter la résignation qui m'entoure. Comment continuer à ne pas envisager un ultimatum vis-à-vis d'un pouvoir serbe répétant sans cesse la triade infernale : tirs d'artillerie lourde, attaques de chars et intervention de l'infanterie. Avec au bout, sciemment prévue et organisée, la purification ethnique.

Propos recueillis  
par Jean-Marie GUÉMENER